



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 28 mars 2024

Politique étrangère et européenne	2
Le président Stubb a défendu la loi d'exception sur les frontières	2
L'ancien président Niinistö a commenté la loi d'exception : un droit fondamental clé est celui de vivre en sécurité	2
La Présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra met en garde contre un scénario dramatique à la frontière orientale : « La situation est effrayante »	2
Billet	3
« La France jubile, l'Allemagne se défend » HS	3
Point de vue	4
L'Europe est une ressource pour la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne	4
Politique intérieure	5
Editorial	6
"La fin de l'ère du consensus en Finlande" SK	6
Point de vue	6
Serait-il temps pour la Finlande de se calmer et se normaliser ?	6
Politique climatique	6
Editorial	6
La promesse du gouvernement de capter les émissions est un échec	6
Une immense plaque de plastiques flottants échouée sur la côte de Hanko	7
Conflit social	7
Fonction publique	8
Le nombre d'employés du secteur public a atteint un niveau record	8
Economie	8
Energie éolienne: les investissements repartent	8
Industrie de défense	8
Fabrication de portes de train d'atterrissage pour des F-35 à Halli	8
Société	9
Eutanasie	9
Selon un sondage, 78 % des Finlandais seraient favorables à une loi sur l'eutanasie	9
Samis	9
Les élections au Parlement Sámi jugées illégales	9

Politique étrangère et européenne

Le président Stubb a défendu la loi d'exception sur les frontières

Le couple présidentiel effectuait mercredi son premier voyage en province dans l'est de la Finlande. Il s'est notamment rendu au poste frontière de Niirala et à l'école primaire de Joensuu. Le président Alexander Stubb estime que la loi d'exception préparée par le gouvernement est nécessaire pour pouvoir donner aux autorités les outils nécessaires pour garantir la sécurité de la Finlande.

"ON ne peut pas rester sans rien faire", a-t-il déclaré mercredi lors de sa conférence de presse à Joensuu.

Le gouvernement considère que la loi est nécessaire, mais le projet a suscité de nombreuses critiques de la part des juristes et des gardes-frontières, entre autres.

"Il est facile de critiquer, mais plus difficile de trouver une solution", a déclaré Stubb.

Selon lui, la Russie peut transférer rapidement des migrants vers la frontière finlandaise ou les faire venir, par exemple, du Yémen, de l'Éthiopie et de la Syrie.

Selon Stubb, la loi serait une « mesure proactive » qui pourrait être utilisée pour envoyer un message à la Russie lui indiquant qu'elle ne devrait pas poursuivre ses actions.

Selon le président, la réforme de la politique d'asile devrait être envisagée de manière plus large. Les accords internationaux avec lesquels la loi préparée par le gouvernement entrerait en conflit ont été conclus à une époque où en abuser était difficilement imaginable, selon lui.

Le gouvernement a l'impression que la Russie profite de la situation. Selon elle, la Russie a organisé l'arrivée des demandeurs d'asile à la frontière orientale de la Finlande, c'est-à-dire qu'elle a transformé les personnes en quête d'asile ou d'une vie meilleure en « instruments » pour atteindre ses propres objectifs.

Stubb considère la réforme des conventions internationales comme « une question politique et morale très difficile ». "Mais je suis sûr que nous trouverons une solution", a-t-il déclaré.

La visite de Stubb a commencé au poste frontière de Niirala, où le couple présidentiel a été initié aux activités des gardes-frontières de Carélie du Nord.

HS

L'ancien président Niinistö a commenté la loi d'exception : un droit fondamental clé est celui de vivre en sécurité

Le président Sauli Niinistö a commenté mercredi à la télévision la loi d'exception qui permettrait de renvoyer les demandeurs d'asile à la frontière orientale vers la Russie. Selon Niinistö, un droit fondamental clé est la possibilité de vivre en sécurité.

« Lorsqu'il faut évaluer la sécurité de tous par rapport aux droits particuliers de certains, c'est une question extrêmement difficile », a formulé mercredi le président.

Niinistö dit qu'il a dû envisager dès 2016 si la Finlande pouvait adopter une loi qui serait contraire aux obligations fondamentales et aux droits de l'homme. À cette époque également, un grand nombre de demandeurs d'asile arrivaient en Finlande par la frontière orientale.

Niinistö dit avoir déclaré à l'époque que les auteurs de la Convention de Genève de 1951 n'avaient aucune idée que les réfugiés pouvaient être utilisés à mauvais escient pour poursuivre des motifs politiques.

Niinistö estime qu'il est pratiquement impossible de modifier les accords internationaux. Cependant, ils peuvent être interprétés de différentes manières. « Après tout, ils reposent en grande partie sur une interprétation ».

Yle

La Présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra met en garde contre un scénario dramatique à la frontière orientale : « La situation est effrayante »

Dans une interview accordée à Ilta-Sanomat, la présidente des Vrais Finlandais et ministre des Finances Riikka Purra, parle de la situation à la frontière orientale et de la loi d'exception préparée par le gouvernement.

Elle affirme que la Russie va probablement inventer "toujours de nouvelles menaces hybrides pour nous déranger".

Selon elle, il est impossible de dire à quel point l'étude du projet de loi sur les frontières sera difficile au Parlement. « Bien sûr, je crois qu'il passera. Que les partis comprendront largement sa nécessité. »

Selon Purra, la loi d'exception sur la frontière orientale ne résoudra toutefois pas tous les problèmes à la frontière orientale.

« Malgré cette loi, nous continuerons à avoir plus de 1 300 kilomètres de frontière commune avec un État en guerre, qui se livrera probablement toujours à de nouvelles actions hybrides pour perturber la Finlande. Mais cette loi est une mesure nécessaire pour que les gardes-frontières disposent des pouvoirs nécessaires pour lutter contre ce phénomène. Mais bien sûr, nous espérons aussi que lorsque la loi entrera en vigueur, elle aura un effet préventif, auquel cas il ne sera pas nécessaire de la mettre en œuvre ».

Le gouvernement espère donc que la loi sur la frontière orientale ne sera pas nécessaire, mais qu'elle empêchera en soi l'influence hybride de la Russie.

Mais alors, que se passerait-il si la loi d'exception n'était pas adoptée ?

« Nous serons alors à la merci de l'attaque hybride de la Russie », dit Purra.

« Si la Russie décide de rassembler des gens derrière nos frontières terrestres, par exemple, en les attirant avec des visas gratuits, comme c'est déjà le cas actuellement. En disant sur les réseaux sociaux que vous pouvez venir en Finlande. En attirant des gens d'Irak, de Syrie, du Yémen, d'Iran, d'Afghanistan. Ou pourquoi pas de leur propre région, des pays de l'ex-Union soviétique, des régions périphériques. Et pour aspirer à venir en Finlande. Si nous n'avons pas la possibilité de combattre cela, la situation sera évidemment horrible ».

Le gouvernement a reçu ses informations des services de renseignement sur la situation à la frontière orientale. À quel point cette information est-elle inquiétante ?

« J'encourage tout le monde à aller sur les réseaux sociaux et à faire un petit travail de détective. Il est assez facile d'y trouver des informations qui encouragent à venir en Finlande. Bien sûr, cela ne vient pas directement de l'administration russe, mais il faut aussi comprendre que personne ne franchira nos frontières sans que le FSB en soit informé ou sans son accord. C'est aussi quelque chose qui ne changera pas très rapidement », dit Purra.

Selon Purra, il est malheureusement vrai que le phénomène à la frontière orientale se poursuivra pendant très longtemps. « Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, où la frontière entre la Finlande et la Russie n'est plus paisible ».

IS

Billet

« La France jubile, l'Allemagne se défend » HS

L'éditorialiste du Helsingin Sanomat Paavo Rautio écrit que le président Emmanuel Macron sait bien combler les vides de pouvoir, tant dans la politique française pour accéder à la présidence, que maintenant dans la politique de sécurité européenne.

Le président français Emmanuel Macron apparaît sur une récente photo sur Instagram, en noir et blanc, avec des gants de boxe à la main, comme un vrai dur à cuire.

Ces dernières années ont considérablement modifié la position de la France dans le monde, notamment en Europe.

Lorsque la guerre a éclaté en Ukraine, Macron était encore un tendre. Il a tenté de négocier avec Moscou et espérait que les choses seraient néanmoins arrangées pour que le président Vladimir Poutine sauve la face. Cette ligne contrastait fortement avec les vues des États membres de l'Est de l'Union européenne.

A cette époque, la coopération européenne entre la France et l'Allemagne était forte, on parlait du tandem. Quel que soit celui qui tenait le guidon, la direction était la même et le rythme était choisi de concert.

Alors que la guerre fait rage en Ukraine depuis plus de deux ans, l'Allemagne et la France sont désormais très éloignées sur certaines questions. Macron a adopté une ligne dure et a notamment déclaré que des troupes occidentales pourraient être envoyées en Ukraine.

Pour un pays d'armée de conscription comme la Finlande, c'est interprété différemment qu'en France qui a une armée de métier. Tous les militaires français qui apportent à l'Ukraine une expertise militaire – par exemple dans la guerre hybride – sont déjà ces « troupes ».

L'interprétation a également surpris de nombreux autres pays, notamment l'Allemagne.

La politique allemande semble divisée en deux. Les prudents se sont regroupés derrière le chancelier Olaf Scholz. Ils ont peur de toute solution susceptible de provoquer davantage la Russie. Un autre groupe est favorable à une solidarité plus forte. Avec son changement de ligne sur l'Ukraine, Macron se rapproche de ce groupe.

La France a de toute façon fait un nouveau choix. Elle ne recherche plus toujours l'Allemagne à ses côtés dans sa politique européenne et étrangère. La France forme sa propre ligne et cherche le soutien de groupes de pays partageant les mêmes idées, qu'ils soient à l'Est, à l'Ouest ou au Nord. L'initiative de Macron sur l'Ukraine a été populaire en Europe de l'Est – bien plus qu'en Allemagne, par exemple.

Macron est doué pour combler les vides. Il est devenu président quand les partis traditionnels se sont effondrés et qu'il y avait un espace au centre. Après l'effondrement de la politique de sécurité et énergétique de l'Allemagne en raison de sa dépendance à l'égard de la Russie, Macron a poussé la France, puissance militaire et pays doté de l'énergie nucléaire, à la remplacer.

Si les États-Unis reviennent à un mandat de Donald Trump, leur intérêt pour l'Ukraine et l'Europe diminuera encore davantage. Il y aura encore plus de place pour Macron.

Le tandem franco-allemand fonctionne également mal en matière de politique énergétique. L'Allemagne ferme ses centrales nucléaires et lutte contre les politiques européennes favorables à l'énergie nucléaire. La France produit l'essentiel de son électricité dans des centrales nucléaires et exporte son savoir-faire en la matière. Dans la lutte contre le changement climatique, l'énergie nucléaire constitue un bon choix. La France se retrouve dans une meilleure position que l'Allemagne et bénéficie du soutien de différentes parties de l'Europe.

La France incite l'Europe à développer davantage sa production d'armements européens. La France est le deuxième exportateur mondial d'armes. La France se considère comme le centre de la production européenne croissante d'armements et le plus grand bénéficiaire. Pour financer l'accélération de la production et le soutien à l'Ukraine, la France proposera probablement un endettement commun. L'Allemagne – et la Finlande – n'aiment pas cela, mais, même dans ce cas, la France trouvera des pays partageant les mêmes idées dans le reste de l'Europe.

Le point faible de Macron est toutefois que le montant de l'aide militaire que la France offre à l'Ukraine est faible – si on le compare au produit intérieur brut du pays. La réponse française est que la France fournit à la guerre des équipements pointus. Quoi qu'il en soit, les yeux sont aujourd'hui tournés vers l'échec de l'Allemagne. Pourquoi diable Scholz aime-t-il tant ses Taurus qu'il ne souhaite pas s'en séparer?

HS

Point de vue

L'Europe est une ressource pour la politique étrangère et de sécurité de l'Allemagne

Le « non » catégorique du chancelier allemand Olaf Scholz à l'envoi de troupes terrestres et de missiles allemands Taurus en Ukraine a alimenté les critiques à l'égard de la ligne lente et hésitante de Scholz. Dans le même temps, on semble oublier que l'Allemagne est le plus grand soutien de l'Ukraine en euros, juste après les États-Unis.

Le discours dit « Zeitenwende » de Scholz devant le Parlement allemand en février 2022, quelques jours seulement après la guerre d'agression lancée par la Russie, a été très rapidement présenté comme un tournant dans la politique étrangère et de sécurité allemande. Il y aurait donc un « avant » et un « après », et cet « après » faisait naître l'espoir d'un passage du statut de nain militaire à celui de superpuissance européenne à part entière.

Cette interprétation semblait renforcée par les moyens colossaux de 100 milliards d'euros alloués à l'armée allemande, permettant d'augmenter les dépenses de défense de l'Allemagne au-delà du seuil de 2% du PIB exigé par l'OTAN.

Cependant, on peut affirmer qu'une telle attente reflète un manque de compréhension produit par un manque d'histoire par rapport aux effets complexes du lien particulier entre l'Allemagne et l'Europe. En outre, l'héritage de la politique orientale des sociaux-démocrates représentés par Scholz joue son propre rôle, sur lequel planent encore de nombreuses questions. Si l'on ajoute à cela la réduction des ressources de défense de l'Allemagne mise en œuvre sous le mandat d'Angela Merkel et l'absence de stratégie politique future, nous devons également faire face dans les circonstances actuelles à un énorme retard politique en matière de préparation, dont les effets ne sont pas compensés par les 100 milliards susmentionnés.

Après la Seconde Guerre mondiale, la question de la place et du rôle de l'Allemagne a été résolue par un concept totalement nouveau : celui d'une intégration plus étroite de l'Europe occidentale. L'essentiel était de relier l'Allemagne et la France économiquement et politiquement de telle manière qu'il ne serait pas plus possible pour l'une ou l'autre de poursuivre ses intérêts en dehors de cette structure. En conséquence, les alliés européens les plus importants des deux pays se sont engagés au fil du temps dans le cadre du projet d'intégration, et la « puissance » économique et politique de ce moteur d'intégration a été exploitée comme moteur du développement européen.

Les États-Unis ont participé à ce projet principalement sous la forme de la communauté de sécurité transatlantique, l'OTAN, dont l'article 5 a donné aux Européens une solide assise pour promouvoir l'intégration économique et politique. Mais cela les a aussi largement libérés de la réflexion sur les questions liées à la sécurité régionale.

La division du travail entre l'Allemagne et la France a consisté à laisser à la seconde la production de visions et à la première celle des ressources. L'Allemagne a vu dans cet arrangement une opportunité de réparer les tragédies qu'elle avait causées aux Européens en offrant ses ressources (économiques) au profit d'une intégration plus étroite.

Cependant, après la réunification, l'Allemagne s'est montrée plus réticente à soutenir les initiatives visant à approfondir l'intégration, ce qui a accru son poids en tant que moteur de la politique d'intégration. Du côté de la France, cela a conduit à une réaction violente qui a culminé avec le mandat d'Emmanuel Macron, où la France fait d'autant plus bruyamment valoir ses propres visions qu'elle estime que son propre rôle est petit. Ceci, à son tour, affaiblit l'unité mutuelle des pays de l'UE, ouvrant des possibilités canaux dans lesquels un fossé peut être poussé de l'extérieur.

Dans le cas de l'Allemagne, l'intégration s'est traduite par une européanisation de la pensée politique peut-être plus largement que dans tout autre pays européen. Cela a été guidé par une forte conscience historique des tragédies européennes causées par l'Allemagne.

Il ne faut pas oublier que la République fédérale d'Allemagne a également été fortement encouragée et éloignée de la pensée militariste pour se tourner vers une culture stratégique basée sur le pouvoir civil. L'Allemagne s'est également appuyée sur son engagement en faveur de l'intégration pour compenser le rétrécissement de la souveraineté nationale qui en résultait.

Après la fin de la guerre froide, il y a eu un « élan » en faveur de la réforme de la structure de sécurité européenne, qui ne s'est pas concrétisée. Il est difficile d'imaginer ce que les Européens obtiendront dans la situation actuelle en s'en accusant mutuellement.

Dans la situation actuelle, des mesures fortes sont nécessaires pour que l'UE se développe de telle manière qu'en tant qu'acteur politique à part entière, elle soit globalement capable de défendre les fondements démocratiques que l'Europe a développés grâce à des siècles d'efforts. Tant dans les discours de Scholz après février 2022 que dans le programme actuel du gouvernement allemand, le développement fédéraliste de l'Europe est un élément clé. Cela résume également parfaitement la perception qu'a l'Allemagne de sa propre position en Europe : il lui faut non seulement poursuivre ses propres intérêts, mais aussi promouvoir les objectifs communs en tant que partie intégrante de l'Europe.

Kimmo Elo, professeur chercheur à l'Université de Turku

<https://www.ts.fi/puheenvuorot/6281724>

Politique intérieure

Editorial**"La fin de l'ère du consensus en Finlande" SK**

Matti Kalliokoski, rédacteur en chef de Suomen Kuvalehti, relève qu'aujourd'hui en Finlande les grèves et conflits sociaux se renforcent alors même que le consensus en matière de politique étrangère et de sécurité est plus large que jamais. Comment expliquer les deux visages de cette société ?

C'est une nouvelle phase du système politique finlandais. Nous fermons aujourd'hui la page de la pensée consensuelle qui s'est construite dans les années 1960 et 1970.

À l'époque, le président était fort mais les gouvernements étaient faibles. La Finlande agraire venait de s'urbaniser. Une partie importante des classes d'âge fournies de l'après-guerre est partie en Suède. L'économie finlandaise cherchait sa direction.

Dans cette situation, le consensus entre le pouvoir politique et les partenaires sociaux a permis de trouver une stabilité au système économique. Et en même temps de repousser les influences du voisin oriental. Et à cette époque, la Finlande était une nation jeune qui, malgré l'inflation et les dévaluations, a connu une période de croissance permettant de développer un Etat providence.

Mais aujourd'hui la Finlande est un pays dont l'économie est arrêtée et la population vieillissante et qui n'a plus de projet commun, seulement unie par son opposition à la Russie actuelle.

Et l'ère du consensus est désormais menacée par deux forces. D'une part la faiblesse de la croissance économique exerce une pression sur les finances publiques. D'autre part la polarisation de la société est si forte que rechercher une entente et des solutions consensuelles n'est plus très populaire. Il vaut mieux diviser et plaire à son camp.

Mais les antagonismes sont aujourd'hui exacerbés d'une manière qui pourrait s'avérer rapidement dangereuse. La paix sociale est aujourd'hui détruite plus par les attitudes que par les décisions. Or il est bien difficile de trouver une issue quand il y a une querelle de pouvoirs, comme c'est le cas aujourd'hui.

SK

Point de vue**Serait-il temps pour la Finlande de se calmer et se normaliser ?**

Dans son éditorial, Matti Kalliokoski décrit la Finlande comme un pays économiquement stagnant, vieillissant et sans aucun grand projet, uni seulement par son attitude à l'égard de la Russie moderne. Au lieu du consensus, on se complaît dans la confrontation.

Est-ce la nouvelle norme en Finlande ? Ou devrions-nous plutôt chercher ce que nous, en tant que Finlande et Finlandais, voulons être ?

Au lieu de luttes de pouvoir, la Finlande devrait redécouvrir le concept de bien commun. Le projet social n'est pas seulement une politique de division basée sur des jeux à somme nulle, mais une compréhension de la manière dont ce pays offre au plus grand nombre de personnes possible les conditions nécessaires pour se construire une bonne vie. Lorsque l'objectif commun est clair et partagé, les moyens pour l'atteindre sont également plus faciles à accepter.

Le seul dénominateur commun qui nous lie en tant que Finlandais est-il vraiment l'image que nous avons de la Russie ? Sommes-nous tellement concentrés sur la menace extérieure que nous perdons notre capacité à construire la Finlande comme une société en temps de paix ?

L'influence hybride de la Russie sur la frontière orientale constitue un problème réel et sérieux. En même temps, c'est une démonstration douloureuse de la manière dont, même avec un arsenal finalement très modeste, on peut saper la capacité de résilience psychique de la Finlande.

HS

Politique climatique**Editorial****La promesse du gouvernement de capter les émissions est un échec**

Tous les experts semblent être d'accord : les puits technologiques et les puits carbonés naturels ne sont pas des alternatives l'un à l'autre. Les deux sont nécessaires.

Ce n'est donc pas du tout une mauvaise idée que le gouvernement du pays veuille promouvoir les puits technologiques, c'est-à-dire de capter les émissions de CO₂ à la sortie des cheminées dans les sites industriels. En Finlande, cela signifierait pratiquement celles des usines de pâte à papier et peut-être quelques-unes des plus grandes centrales biothermiques, où les émissions de dioxyde de carbone sont générées par la combustion de combustibles ligneux ou de flux secondaires dérivés du bois. C'est une idée simple. Le dioxyde de carbone serait capté aux cheminées des usines, expédié vers les environs de la Norvège ou du Danemark et stocké sous la mer.

Alors pourquoi la volonté du gouvernement de promouvoir les puits de carbone technologiques a-t-elle été critiquée ? Simplement parce que le gouvernement a fait exactement ce contre quoi les experts mettent en garde : il a fait des puits technologiques une alternative aux autres mesures climatiques.

La rationalité de l'utilisation de l'argent publics dans cette politique a également suscité des critiques. Le gouvernement de Petteri Orpo est un gouvernement économe dont le programme mentionne 25 fois le mot « rentabilité économique ».

Or les puits de carbone technologiques coûtent cher. Au moins 4 à 20 fois plus cher que, par exemple, la restauration des zones humides, qui est l'une des mesures climatiques les moins chères.

Au moment même où le gouvernement est prêt à investir l'argent des contribuables dans des puits technologiques – ce qui signifie en pratique de subventionner les investissements dans l'industrie forestière – les puits de carbone naturels sont menacés. Aucune action ni aucun financement n'ont été réalisés pour les restaurer, même si l'on sait que la faiblesse des puits carbonés de forêts entraînera une facture supplémentaire pour les contribuables.

Le Conseil indépendant d'évaluation de la politique économique, a lui aussi en janvier souligné que le gouvernement devrait créer des incitations pour préserver et augmenter les puits de carbone. Il a aussi proposé quelque chose de raisonnablement radical : pas de subventions pour l'industrie forestière ni de compensation carbone pour les propriétaires fonciers, mais bien le contraire. "En termes de finances publiques, il serait souhaitable que ces incitations soient au moins partiellement basées sur le fait que les propriétaires fonciers ou l'industrie forestière doivent payer pour la réduction des puits de carbone qu'ils provoquent, au lieu que les contribuables subventionnent le secteur forestier."

Le gouvernement a prévu 140 millions d'euros pour les puits technologiques. Le ministre Kai Mykkänen a déclaré que c'était l'action climatique la plus importante du gouvernement. Un défaut évident est que la technologie n'existe pas encore. Le ministère du Travail et des Affaires économiques a préparé des notes sur diverses subventions à l'investissement et autres incitations, qui pourraient être utilisées pour promouvoir les puits technologiques.

Selon le programme gouvernemental, l'objectif est d'exploiter de manière significative les puits de carbone technologiques dès les années 2020. Il est déjà clair que ce ne sera pas possible.

Tout le monde sait donc que l'action climatique la plus importante du gouvernement ne se réalisera pas, du moins sous la forme promise.

Cela soulève une question subsidiaire évidente. Alors, quelles sont les mesures climatiques de ce gouvernement ?

HS

Une immense plaque de plastiques flottants échouée sur la côte de Hanko

Une plaque de déchets flottants particulièrement importante, de plusieurs kilomètres, a été découverte dans la mer Baltique près d'Hanko. Le rivage est souillé par des déchets issus de plusieurs sources, et une partie est déjà en petits morceaux ce qui rend le ramassage difficile voire impossible.

HS/A13

Conflit social

Les grèves politiques se poursuivent au-delà de Pâques

Les syndicats de la confédération des ouvriers finlandais SAK ont annoncé mercredi que les grèves en cours se poursuivraient sans interruption la semaine prochaine. Si les grèves annoncées se poursuivent tout au long de la semaine prochaine, la série ininterrompue de grèves durera déjà un mois.

La SAK a souligné que la situation pourrait être améliorée si les demandes essentielles des syndicats de la SAK étaient prises en compte, en particulier concernant les accords locaux et la législation sur la paix sociale. Le conseil d'administration de la SAK se réunira dans le courant de la semaine prochaine pour examiner la suite.

Le projet de loi sur les accords locaux fait actuellement l'objet d'une consultation. La législation sur la paix sociale est en cours d'examen par le Parlement et les amendements sont actuellement discutés en commission. Selon la proposition du gouvernement, les modifications de la législation sur la paix sociale devraient entrer en vigueur au plus tard au début du mois de juillet.

Selon la SAK, un total d'environ 7 000 travailleurs de la confédération de l'industrie *Teollisuusliitto*, du syndicat des travailleurs du transport *AKT*, du syndicat des travailleurs des secteurs de services *PAM*, du syndicat de la construction *Rakennusliitto*, du syndicat des travailleurs publics et sociaux *JHL* et du syndicat des travailleurs de l'électricité *Sähköliitto* sont en grève.

Kauppaletti/A8

Fonction publique

Le nombre d'employés du secteur public a atteint un niveau record

Le secteur public compte désormais un nombre record d'employés, selon l'enquête sur la population active de Statistics Finland.

En février, 705 000 personnes travaillaient pour l'État, les communes et les régions de santé. Ce nombre n'a jamais été aussi important depuis 2009.

Le secteur public comptait plus de 700 000 employés au début des années 1990, mais les statistiques de cette époque ne sont pas tout à fait comparables.

Cette augmentation s'explique par l'augmentation du nombre d'employés dans les communes et les régions de santé. Il semble qu'il y ait davantage de personnes employées principalement dans le secteur des soins et de l'enseignement.

Selon Statistics Finland, depuis les années 1990, le nombre d'employés dans l'État a diminué, tandis que le nombre d'employés dans les municipalités - et maintenant dans les régions de santé - a augmenté.

En revanche, le nombre d'employés du secteur privé a diminué au cours de la dernière année.
HS

Economie

Energie éolienne: les investissements repartent

Hufvudstadsbladet relève que les investissements dans l'énergie éolienne repartent après une stagnation en 2023.

Cette année et l'année prochaine, la construction de nouvelles éoliennes permettra de faire passer la valeur du parc d'éoliennes en Finlande au-delà du niveau de 3 milliards d'euros, selon l'association de l'énergie éolienne. Le potentiel est bien plus important encore.

Plusieurs entreprises ont demandé à conclure des accords avec Fingrid, groupe qui gère la distribution d'électricité, ce qui laisse comprendre que des décisions d'investissement sont à attendre, selon Anni Mikkonen de l'association de l'énergie éolienne.

HBL/13

Industrie de défense

Fabrication de portes de train d'atterrissage pour des F-35 à Halli

Aamulehti et Keski-suomalainen rendent compte de l'accord-cadre entre Patria et Lockheed Martin pour la fabrication de portes de train d'atterrissage pour les avions F-35 à Halli, sur la commune de Jämsä. La production donnera un travail équivalent à 40 ETP.

L'accord comprend la fabrication de 400 jeux de portes pour des avions F-35 partout dans le monde, et Patria se félicite de l'occasion de renforcer ses capacités.

La production est prévue commencer fin 2025 pour se poursuivre jusqu'en 2040.

AL

Société

Eutanasie

Selon un sondage, 78 % des Finlandais seraient favorables à une loi sur l'eutanasie

Selon un sondage de Uutisuomalainen, 78 % des Finlandais seraient favorables à autoriser l'euthanasie, tandis que 9 % s'y opposent. 13 % des personnes interrogées ne se prononcent pas.

L'écart entre les hommes et les femmes n'est pas important, ni celui entre les électeurs de différents partis, sachant que ceux du Centre y seraient les moins favorables (64 %), et ceux des Verts les plus favorables (89 %).

Keskisuomalainen rappelle qu'une initiative populaire pour l'introduction de l'euthanasie passera à l'étude du Parlement. Le syndicat des médecins est censé formuler sa position en la matière en mai.

KS/mer/11

Samis

Les élections au Parlement Sámi jugées illégales

La Cour administrative suprême *KHO* a déclaré mercredi qu'elle avait ordonné que les élections au Parlement Sámi de l'automne 2023 soient réorganisées. Les élections ayant été, selon *KHO*, organisées de manière illégale.

L'illégalité découle du fait que 72 personnes n'avaient pas pu figurer sur la liste électorale. La Commission électorale du Parlement Sámi n'avait en effet pas approuvé un certain nombre de personnes, alors qu'elles avaient déjà été inscrites sur la liste par la *KHO*.

Au total, la *KHO* a rendu trois décisions mercredi, ordonnant que les personnes concernées soient ajoutées sur les listes électorales, que les résultats des élections de l'année dernière soient annulés et que de nouvelles élections aient lieu.

Selon la *KHO*, les élections ont été conduites de manière illégale, ce qui a affecté le résultat des élections et ne pouvait donc pas être corrigé. Par conséquent les élections doivent être réorganisées.

La cour d'appel a été saisie du résultat des élections du district Sámi de l'année dernière, car 113 personnes au total ont fait appel de ces élections. Dans leurs plaintes, elles estimaient avoir été indûment exclues des listes électorales. La liste électorale avait été approuvée en février 2023.

Début mars, la police a déclaré qu'elle soupçonnait les membres de la commission électorale du Parlement Sámi de discrimination et de manquement à leurs devoirs dans cette affaire.

Les Sámi ont le droit de voter aux élections des districts Sámi. Un Sami est défini par la loi actuelle comme étant, entre autres, une personne dont le grand-parent, le parent ou la personne a appris le Sámi comme première langue, qui est inscrit dans son registre d'état civil en tant que chasseur, garde forestier ou pêcheur, ou dont au moins l'un des parents est ou aurait pu être inscrit comme électeur lors des élections au Parlement Sámi.

La réforme de la loi sur le parlement Sámi a été longuement préparée. En février de cette année, le gouvernement a soumis au Parlement le projet de loi qui n'avait pas pu être approuvé au cours de la dernière législature.

Selon le Parlement Sámi, une correction de la loi sur le Parlement Sámi, qui est obsolète, permettrait de résoudre les problèmes liés aux élections du Parlement Sámi. « La situation est extrêmement confuse et me déchire. Le plus important est de trouver une solution à cette situation de longue date, car ce genre de blessure ouverte ne peut plus durer », déclare *Pirita Näkkäljärvi*, présidente du Parlement Sámi.

Au cœur de la polémique se trouve la question de savoir qui est inscrit sur les listes électorales et qui a le droit de voter au Parlement Sámi. Cette controverse est importante car le droit de vote aux élections Sámi est souvent assimilé au fait d'être Sámi.

Selon le Parlement Sámi, l'État a inclus des personnes qui ne sont pas reconnues comme Sámi par la communauté Sámi dans la loi de 1995.

Le Parlement Sámi a proposé de supprimer cet article. La raison invoquée est que les Sámi doivent avoir le droit de déterminer qui appartient à leur peuple.

Selon Näkkäljærvi, la proposition bénéficie d'un large soutien parmi les Sámi. La Finlande a également reçu des commentaires internationaux sur sa politique actuelle, notamment de la part du Comité des droits de l'homme des *Nations unies*.

Le Bureau du Parlement Sámi se réunira mercredi matin pour discuter, entre autres, du calendrier exigé par la KHO pour l'organisation des nouvelles élections.

HS/A12